

« L'amour de la liberté est un sentiment que personne, assurément, ne voudrait voir effacé du cœur de l'homme ; il faut pourtant reconnaître que la législation paroissiale d'Angleterre est le système le plus propre de tous à affaiblir graduellement ce sentiment, et finalement, à l'effacer complètement. »

Thomas Robert Malthus (1798 : 46)

Chapitre 4

Les problèmes de l'économie anglaise au début du 19^{ème} : la pauvreté et le haut prix du blé

Dans *L'Essai sur le Principe de la Population*, Malthus (1798 : 21) souligne que les transformations considérables survenues à la fin du 18^{ème} siècle ont conduit les hommes éclairés à « l'opinion que nous abordons une ère grosse des plus grands changements, et que ces changements seraient... décisifs pour le destin futur de l'humanité. » Dans le même passage, il parle de la révolution française comme d'un phénomène prodigieux dans l'horizon politique « qui, telle une comète de feu, semble devoir soit insuffler, aux habitants prostrés de la Terre une vie et une énergie renouvelées, soit les embraser et les détruire. »

La situation économique et sociale est, à la fois, plus prometteuse et plus troublée qu'à l'époque où Smith écrivait *La Richesse des Nations*. La croissance s'accélère car des découvertes « considérables et inattendues survenues dans les sciences de la nature » (*Ibid.*) ont permis de concevoir des machines qui accroissent sensiblement la productivité du travail. Alors que, pour Smith, la division du travail est l'élément crucial dans la croissance, ses successeurs mettent l'accent sur l'importance du progrès scientifique et technique. Jean-Baptiste Say (1803 : 372-3) souligne l'originalité du travail du savant : il produit des connaissances, qui sont à la disposition de chacun, sans que l'on soit obligé, pour se les procurer, d'avoir de nouveau recours à celui qui les a produites. Elles sont un bien public qui s'accumule de façon cumulative.

Mais, simultanément, les difficultés s'aggravent. La natalité augmente avec la baisse de l'âge du mariage. La population s'accroît et l'Angleterre, qui exportait du blé, en importe. Les prix des grains augmentent et les salaires ne suivent que difficilement. La répartition du revenu devient de plus en plus inégalitaire. Le nombre de pauvres s'accroît et le système traditionnel qui permettait de les secourir rentre en crise. C'est d'abord à cette question que les classiques anglais cherchent à répondre.

Le point de départ sera *L'Essai sur la Population* dans lequel Malthus reprend et développe les arguments qu'avaient avancés Hume et Smith. Il est convaincu, qu'en l'absence d'une profonde transformation des comportements sexuels, la croissance démographique conduit nécessairement à la détérioration de la situation des plus pauvres. Smith pensait que la mortalité établit une relation entre le revenu et l'évolution de la population. Quand le revenu et les salaires baissent, le taux de mortalité, en particulier le taux de mortalité infantile, augmente. Malthus soutient que, si le revenu augmente, la nuptialité et la natalité s'accroissent. Il souligne, et c'est là son apport, que le mariage et la naissance des enfants sont le résultat d'un choix des individus. Il soutient que la condition ouvrière ne peut s'améliorer que si les travailleurs décident de se marier plus tard et d'avoir moins d'enfants. Pour

favoriser un tel comportement, il faut supprimer les subsides que la loi accorde aux pauvres, car ces aides les incitent à se marier jeunes et à avoir des enfants.

Malthus, en 1815, précise sa thèse en mettant en avant la loi des rendements décroissants. Smith pensait qu'à long terme, les progrès de la productivité compensent la rareté des ressources naturelles si bien que le prix du blé reste approximativement constant. Malthus soutient que toute augmentation de la demande de blé entraîne une mise en culture de nouvelles terres et une hausse du prix du blé. Le développement bute sur la rareté des ressources naturelles qui provoque une baisse des profits et un ralentissement progressif de la croissance. Sur cette base un débat politique crucial s'engage. Il conduira à l'abrogation des lois sur les blés et des lois sur les pauvres.

1. La question de la population

Les débats longs et passionnés que *L'Essai sur la Population* suscita, sont étroitement liés à la situation politique et économique de la Grande-Bretagne à la fin du 18^{ème} siècle. Le nombre de pauvres a tellement augmenté qu'on ne peut plus les accueillir dans les *workhouses* et que le système de protection, les lois d'aide aux pauvres, qui remontaient au règne d'Elizabeth 1 (1601), entre en crise. Ce n'est plus simplement les sans-emplois et les impotents qui demandent une aide ; les salaires sont si faibles qu'ils ne permettent pas aux travailleurs de nourrir leur famille. En 1795, une assemblée de magistrats réunie à Speenhamland propose d'assurer à tous un minimum vital aux frais des paroisses et d'aider, en particulier, les pères de famille nombreuse.

Malthus avait d'abord soutenu ces propositions ; à la réflexion, il lui sembla que, si l'objectif était d'améliorer le sort des pauvres, elles allaient à l'encontre de ce but. Elles tendaient à faire croître plus rapidement la population avec cette conséquence inévitable que le même produit devait être réparti entre un plus grand nombre de gens. William Pitt espérait que la mise en œuvre de ce projet permettrait de soulager les pauvres, Malthus soutient qu'une telle réglementation ne peut qu'aggraver leur misère.

1.1. Le principe de la population

La population a toujours tendance à s'accroître au-delà de ses moyens de subsistance. Cette thèse n'est certainement pas nouvelle. Malthus (1798 : 25) la reformule de façon frappante en écrivant que « si elle n'est pas freinée, la population croît en progression géométrique. Les subsistances ne s'accroissent qu'en progression arithmétique. » Ainsi, passé un certain seuil, le produit par tête ne cesserait de diminuer. Si, en l'absence de tout obstacle, la population augmente plus rapidement que la nourriture, il doit exister un mécanisme, *la loi de la nécessité*, qui maintient la croissance de la population dans les limites qu'autorise l'accroissement des moyens de subsistance. Malthus oppose deux types d'obstacle :

- Le frein actif agit *a posteriori* par le biais d'une augmentation de la mortalité quand la population est devenue excessive vis-à-vis des denrées alimentaires : la misère met certains individus, qui appartiennent aux classes inférieures, dans l'impossibilité de nourrir convenablement leurs enfants.
- Le frein préventif, *a priori*, empêche un accroissement excessif de la population. La crainte de la misère peut pousser les hommes à différer leur mariage. Elle réduit la nuptialité et la natalité.

Le frein préventif est propre à l'homme : il trouve son origine dans ses facultés de raisonnement qui lui permettent de prévoir les effets futurs de ses décisions présentes. Il peut observer les difficultés auxquelles se heurtent ceux qui ont la charge d'une grande famille. Il peut estimer la valeur présente de ses gains qu'il est, aujourd'hui, seul à consommer et prévoir la part qui reviendra à chacun s'il suit la pente de ses inclinaisons et doit, après son mariage, nourrir sept ou huit enfants. Dans une société égalitaire, ce serait son seul problème. « Dans l'état actuel de la société, d'autres considérations interviennent. Ne va-t-il pas tomber à un rang social inférieur ? Ne va-t-il pas s'exposer à de plus grandes difficultés que celles qu'il éprouve à présent ? Ne sera-t-il pas obligé de travailler plus dur ? Et, s'il a une grande famille, sera-t-il capable de la nourrir, même en faisant tout son possible ? Ne verra-t-il pas sa progéniture, en haillons, misérable, réclamer à grand cri le pain qu'il ne pourra lui donner ? Et n'en sera-t-il pas réduit à l'amère nécessité de perdre son indépendance en devenant, pour sa subsistance, l'obligé de la charité aux mains parcimonieuses ? » (*Ibid.* : 30)

Ces calculs incitent les hommes à différer leur mariage. Ils peuvent les conduire au vice mais, aussi, à la prudence morale. Par ce terme, Malthus veut souligner qu'il existe au problème de la population une issue positive qui permet aux hommes d'accroître leur richesse tout en respectant les prescriptions de la morale chrétienne.

1.2. La loi sur les aides aux pauvres

La loi sur les aides aux pauvres n'a atteint aucun de ses objectifs. Elle n'a pas tenu la promesse de leur fournir un emploi, quand, par manque de travail, ils ne peuvent satisfaire leurs besoins et ceux de leur famille. La lutte contre la misère a été un échec : il existe, à Londres et dans les grandes villes, de nombreuses familles qui sont dans le besoin mais qui se refusent à rejoindre leur paroisse d'origine en raison de l'état lamentable des *workhouses* insalubres et surpeuplées où elles pourraient être accueillies.

Le système a échoué non parce qu'il est mal géré mais parce qu'il repose sur une erreur. Les partisans de la loi des pauvres soutiennent que le prix du travail doit toujours être suffisant pour permettre à l'ouvrier de subvenir aux besoins des siens et que ceux qui veulent travailler doivent toujours pouvoir le faire. Mais les autorités ne peuvent tenir des promesses qui impliquent que le fonds des salaires s'adaptent à l'évolution de la population et de ses besoins. Si l'offre de travail, considérée comme un tout, excède la demande, il est absolument impossible que tous les travailleurs soient à la fois employés et bien payés. Le chômage et le faible niveau des salaires sont les effets de phénomènes sur lesquels les autorités ont peu de prise et qu'elles ne peuvent pas résoudre en aidant les pauvres.

Les intentions de Pitt, quand il a proposé de réformer la loi d'aide aux pauvres, étaient généreuses mais les mesures qu'il a prises aggravent leur situation de deux façons différentes.

- Elles augmentent la population sans accroître les moyens de subsistance. « On peut donc dire qu'en quelque sorte, ces lois créent les pauvres qu'elles entretiennent. » (*Ibid.* : 51)
- En augmentant la quantité des subsistances distribuées aux assistés, elles réduisent le revenu des travailleurs et elles obligent un nombre croissant d'ouvriers à demander une aide. « Il y a lieu de craindre que, bien qu'elles aient pu alléger quelque peu le poids du malheur individuel, [les lois des pauvres] aient répandu le mal sur une plus grande échelle. » (*Ibid.* : 48)

Non seulement, la loi sur l'aide aux pauvres est inefficace mais tout subside en leur faveur est dépourvu d'effet. Supposons que les riches se cotisent pour aider les pauvres. On imagine que l'argent ainsi transféré permettra aux nécessiteux d'améliorer leur nourriture, disons d'avoir, tous les jours, de la viande à leur dîner. Il n'en est rien car le transfert monétaire n'augmente pas la quantité de viande disponible. L'effet se limite à une augmentation du prix de la viande. « Aucun sacrifice de la part des riches, particulièrement en argent, ne pourrait, même pour un temps, empêcher le retour de la misère chez les membres inférieurs de la société, quels qu'ils soient. À la vérité, de grands changements pourraient survenir. Les riches pourraient devenir pauvres et quelques pauvres riches : mais une partie de la société doit forcément éprouver des difficultés pour vivre, et ces difficultés retomberont naturellement sur les éléments les moins favorisés. » (*Ibid.* : 49)

La conclusion s'impose : il ne faut pas chercher à amender les lois sur les pauvres, il faut les abolir. Malthus proposa d'abolir graduellement les aides. Elles seraient supprimées pour les enfants légitimes qui naîtraient plus d'un an après la promulgation de la nouvelle loi et pour les enfants illégitimes qui naîtraient plus de deux ans après cette date. Progressivement, toute aide publique disparaîtrait et les pauvres ne pourraient plus compter que sur la charité privée.

1.3. Mill et la nécessité d'une intervention de l'État

L'analyse de Malthus posait, au moins, trois questions auxquelles ses successeurs s'efforcèrent de répondre.

- La première est empirique : l'influence sur la nuptialité et la natalité des lois des pauvres est-elle aussi sensible que le suggère *L'Essai sur la Population* ?
- La seconde est théorique : Est-il vrai que toute tentative d'aider les pauvres en leur transférant, par l'impôt ou par des dons, une partie des revenus des riches est condamnée à l'échec ?
- La troisième est politique : faut-il abroger les lois sur les pauvres ou peut-on imaginer un système qui, sans avoir les inconvénients des dispositions existantes, permettra d'apporter une aide aux plus démunis ?

Dans ces trois domaines, les positions défendues par John Stuart Mill cinquante ans après la publication de *L'Essai sur la Population* et quatorze ans après que le parlement anglais eut, par le *Poor Law Amendment Act*, profondément modifié le système Élisabéthain, marquent un profond infléchissement de la pensée classique.

L'influence des lois des pauvres sur la nuptialité et la natalité est difficile à mesurer. Malthus, dans la seconde et surtout dans la troisième édition de *L'Essai*, se montre prudent. Il écrit (1826 : 543) que « la proportion des naissances et des mariages par rapport à la population... prouve clairement que les lois des pauvres n'encourage pas le mariage autant que le suggère la théorie ». Il explique ce fait, en partie, par « l'esprit d'indépendance » des classes laborieuses et par les vexations dont étaient victimes ceux qui recevaient l'aide. En 1834, la commission parlementaire qui préparait le *Poor Law Amendment Act*, montra que les soutiens accordés aux pauvres pouvaient n'avoir que peu d'effets sur leurs comportements, même si l'aide accordée était substantielle, quand sa remise s'accompagnait de dispositions mal acceptées par les pauvres car elles limitaient leur liberté.

Malthus affirme que, si on impose les riches pour financer une aide aux pauvres, le seul effet sera de provoquer une hausse des prix des denrées que demanderont les

bénéficiaires de l'aide. En dehors de la courte période, cette idée est sans fondement. L'exemple de Mill (1848 : 84-5) est tout à fait convaincant. Considérons un propriétaire foncier, *A*, qui, généreusement, distribue une fraction de son revenu aux pauvres. Supposons qu'il meurt et que son héritier, *B*, cesse de faire la charité et choisisse de consommer son revenu en mets délicats. Pour éviter que le raisonnement ne soit compliqué par les variations des prix monétaires, admettons que la charité soit faite en nature et que les biens que les pauvres consomment comme les mets délicats qu'exige *B* soient produits sur ses terres et que, plus précisément, le fermier s'acquitte de sa rente en nature en les remettant au propriétaire foncier. Il est parfaitement clair que, quand *B* recevra les terres en héritage, le fermier produira plus de mets délicats et moins de nourriture pour les pauvres. Si l'aide que *A* distribuait aux pauvres est supprimée par *B*, ils recevront une plus faible partie du produit total et les riches consommeront davantage. Contrairement à ce que suggérait Malthus, l'aide est généralement efficace.

Mill soutient que le problème de la pauvreté est un des cas où l'intervention des autorités publiques est plus efficace que l'action individuelle. L'idée que les individus sont les meilleurs juges de leurs intérêts ne peut s'appliquer aux actions que les hommes entreprennent non pour leur intérêt mais pour celui des autres, elle ne peut servir à trancher l'opposition entre charité privée et aide publique. Pour lui, les êtres humains ont le droit de réclamer une aide de leurs semblables. Ce droit qui naît de l'indigence est l'un des plus forts qui existe. Il y a de bonnes raisons de penser que cette aide doit être assurée par la société.

La difficulté, selon lui, est que, si les effets directs de l'assistance sont favorables à ses bénéficiaires, il n'en est pas de même pour les effets indirects qui peuvent être défavorables. C'est la question de l'incitation. Si la situation d'une personne aidée est aussi favorable que celle d'un individu qui a réussi à résoudre lui-même ses problèmes, les effets de l'aide seront pervers. Pour qu'ils soient favorables, il faut que, même si tous peuvent en bénéficier, chacun soit poussé à s'en passer. C'est sur ce principe que repose la réforme des lois des pauvres qui fut adoptée en 1834. La condition de ceux qui, pour vivre, demandent une aide publique doit être moins favorable que celle des individus qui, par leur travail, satisfont eux-mêmes leurs besoins. Sous cette condition, Mill soutient que l'aide publique doit être préférée à la charité privée.

2. La rente

À la fin du 18^{ème} siècle et au début du 19^{ème} siècle, le prix du blé augmenta, en Grande-Bretagne, alors qu'il avait baissé au début du 18^{ème} siècle. Sans doute convient-il d'attribuer, en partie, cette hausse au blocus continental. Cependant, il existait un problème plus fondamental. La population anglaise et la demande de nourriture avaient rapidement augmenté. La production avait difficilement suivi. Les prix monétaires des grains mais aussi leurs prix relatifs — estimés, par exemple, par rapport aux produits manufacturés — avaient augmenté. Cette hausse qui exerçait une pression sur les salaires monétaires, pouvait être perçue comme un obstacle à la croissance.

Ainsi, quand les guerres de l'Empire prirent fin, se posa la question de l'abolition des lois sur le blé qui freinaient l'entrée en Angleterre des blés étrangers. Les importations de froment étaient soumises à un droit qui était d'autant plus élevé que le prix domestique était faible. Les exportations de blé étaient autorisées tant que son prix était inférieur à quarante shillings le quarter. Elles bénéficiaient d'une subvention. Adam Smith n'était guère favorable à ces dispositions. Il était persuadé que le libre échange permet d'assurer un

approvisionnement plus régulier du marché : la rareté du blé dans un pays peut être compensée par son abondance dans un autre pays. Il n'espérait guère, cependant, que le système existant puisse être réformé et il soutenait que ses effets étaient moins néfastes qu'on pouvait le penser car s'il augmentait le prix monétaire du blé, il n'affectait guère son prix réel. L'augmentation du prix du blé entraînait une augmentation des salaires monétaires et de l'ensemble des prix.

La conclusion de Smith fut rejetée par ses successeurs. La législation protectionniste n'avait pas seulement des effets nominaux mais des effets réels. Elle conduisait à une allocation inefficace des moyens de production et à un ralentissement de la croissance. Ricardo en vint à soutenir que l'effet du haut prix des grains n'était pas d'augmenter le prix de l'ensemble des marchandises mais de diminuer le taux de profit. Cependant, le rejet de la conclusion de Smith exigeait une remise en cause de sa théorie de la rente mais aussi de l'analyse qu'il faisait des effets d'une hausse des salaires monétaires sur les prix des marchandises et sur les profits.

2.1. Les premières critiques de la théorie smithienne de la rente : la rente extensive

Dès la publication de *La Richesse des Nations*, David Hume et James Anderson critiquèrent les positions de Smith. Hume rejetait l'idée que la rente foncière constitue une partie constituante du prix des produits. Anderson, de son côté, soutenait que la rente n'est pas un revenu de monopole. Son argument repose, sans doute, sur une interprétation discutable du texte de Smith mais il donna l'occasion à James Anderson d'introduire une analyse profonde et radicalement nouvelle : la théorie de la rente extensive.

Smith parle de la rente comme d'un revenu de monopole. Anderson montra qu'il n'en est rien. Les rentes ne sont pas l'expression d'un pouvoir arbitraire. Elles dépendent du prix des biens qui, eux-mêmes, sont déterminés par la demande effective et par la fertilité des terres cultivées. Le prix du blé se fixe au niveau nécessaire pour que la quantité demandée soit produite. Si, par un effort patriotique extraordinaire, les propriétaires fonciers se résolvent à réduire leurs rentes, le prix des grains n'en sera pas abaissé. Les coûts et la demande resteraient inchangés et « la seule conséquence qui résulterait alors de ce projet à la Don Quichotte serait d'enrichir une classe de fermiers au détriment de leurs propriétaires sans produire le moindre avantage pour les consommateurs de grains. » (Anderson, 1777 : 47)

Dans chaque pays, il existe des sols variés dont la fertilité est différente. On supposera que l'on peut les répartir en classes que l'on désignera par les lettres *A, B, C...* La catégorie *A* désigne la terre la plus fertile, c'est-à-dire la terre où les coûts de production, rente exclue, d'un quintal de blé sont les moins élevés. Supposons que la demande de blé soit assez faible pour être satisfaite par la seule culture de cette terre *A*. Le prix du blé sera égal à son coût de production sur la terre *A* et la rente sur toutes les terres sera nulle.

Tableau 4.1 : La rente différentielle selon Anderson

Catégorie de terre	Coût de production d'un quintal de blé	Quantité de blé produite sur cette catégorie de terre	Production de blé cumulée
A	10	120	120
B	12	80	200
C	13	50	250
D	16	20	270
E	17	60	330

Admettons, cependant, que la demande de blé augmente et qu'elle en vienne à excéder 120 sans toutefois atteindre 200. Il suffit pour satisfaire cette demande de cultiver les terres *A* et *B*. Mais, de toute évidence, il faut, pour que la terre *B* soit cultivée, que le prix du blé couvre les coûts de production sur cette terre. Si la demande de blé est comprise entre 120 et 200, le prix d'un quintal sera égal à 12 et une rente apparaîtra sur la terre *A*. Cette rente est égale à la différence entre le coût de production d'un quintal de blé sur la terre la moins fertile et le coût de production d'un quintal de blé sur la terre *A*. La rente sera donc égale à 2 par quintal de blé produit. Par le même raisonnement, on peut affirmer que si la demande de blé excède 270 tout en restant inférieure à 330, toutes les terres, y compris, la terre *E* seront mises en culture. Le prix d'un quintal de blé sera égal au coût de production sur la terre marginale soit 17. Les terres *A*, *B*, *C* et *D* rapporteront une rente respectivement égale à 7, 5, 4 et 1.

2.2. La rente différentielle intensive

L'analyse d'Anderson laisse, cependant, à penser que la rente n'est un pur revenu différentiel que s'il existe des terres si peu fertiles qu'elles ne sont pas cultivées et ne rapportent aucune rente. Malthus, West, Ricardo et Torrens voulait généraliser le raisonnement d'Anderson en montrant que la rente est un revenu différentiel même dans une économie où toutes les terres rapportent une rente. Pour fonder la théorie de la rente intensive, ils introduisirent la possibilité, pour le fermier, d'utiliser plusieurs méthodes de culture et s'appuyèrent sur l'idée que le produit agricole n'augmente pas proportionnellement aux avances qui sont faites. En d'autres termes, en l'absence de progrès technique, le coût de production des denrées agricoles croît avec la quantité qui en est produite, les rendements sont décroissants.

Turgot, dès 1767, avait avancé cette idée. Il ne se bornait pas à observer que des dépenses égales sur des terres d'inégale fertilité ne donne pas le même produit, il montrait que la quantité produite sur une terre n'est pas proportionnelle à la dépense. « La semence, jetée sur une terre naturellement fertile, mais sans préparation, serait une avance presque entièrement perdue. Si on y joint un seul labour, le produit sera plus fort ; un second, un troisième labour pourront peut-être, non pas doubler et tripler, mais quadrupler et décupler le produit qui augmentera ainsi dans une proportion beaucoup plus grande que les avances s'accroissent, et cela, jusqu'à un certain point où le produit sera le plus grand qu'il soit possible, comparé aux avances. Passé ce point, si on augmente encore les avances, les produits augmenteront encore, mais moins, et toujours de moins en moins jusqu'à ce que, la fécondité de la nature étant épuisée et l'art n'y pouvant rien ajouter, un surcroît d'avances n'ajouterait absolument rien au produit. » (Turgot, 1767 : 255). Cependant, Turgot n'avait pas exploité son principe pour formuler une théorie de la rente. C'est à cette tâche que Malthus, West, Ricardo et Torrens s'attachent.

Supposons que la terre soit d'une fertilité uniforme. Admettons que, pour la cultiver, nous disposions de deux techniques α et β . La technique α permet de produire $q(\alpha)$ unités de produit pour un coût (rente exclue) $c(\alpha)$ sur une terre dont la superficie est $t(\alpha)$. La technique β permet de produire $q(\beta)$ unités de produit pour un coût (rente exclue) $c(\beta)$ sur une terre de superficie $t(\beta)$. Supposons que le coût de production unitaire, rente exclue, soit plus faible avec la technique α : $\frac{c(\alpha)}{q(\alpha)} < \frac{c(\beta)}{q(\beta)}$. Pour que l'on puisse utiliser la technique β , il faut qu'elle soit plus intensive, c'est-à-dire qu'elle produise plus de blé sur un hectare : $\frac{q(\alpha)}{t(\alpha)} < \frac{q(\beta)}{t(\beta)}$. Supposons que l'on puisse, en utilisant la seule technique α satisfaire toute la demande effective. Alors seule la technique α sera utilisée et la terre ne portera pas de rente. Mais, si la production est trop faible, le prix du blé augmente. Il devient possible de mettre en œuvre la technique β , à condition que les coûts, rente incluse, soient les mêmes dans les deux techniques. On a alors en notant p le prix du produit et ρ le taux de rente :

$$\begin{aligned}c(\alpha) + \rho t(\alpha) &= pq(\alpha) \\c(\beta) + \rho t(\beta) &= pq(\beta)\end{aligned}$$

On tire de ce système deux relations. La première détermine le prix :

$$p = \frac{\frac{c(\beta)}{t(\beta)} - \frac{c(\alpha)}{t(\alpha)}}{\frac{q(\beta)}{t(\beta)} - \frac{q(\alpha)}{t(\alpha)}}$$

Cette expression est positive. Elle ne fait pas intervenir le taux de rente et l'on peut donc dire, en reprenant la proposition de Hume que la rente n'est pas une partie constituante du prix des marchandises. Le numérateur mesure l'accroissement des coûts par hectare quand on abandonne la technique extensive pour la technique intensive. Le dénominateur est la différence entre la quantité produite par hectare dans les deux techniques. La conclusion est claire : le prix est égal au coût marginal.

On peut, d'autre part, montrer que

$$\rho = p \frac{\frac{q(\alpha)}{c(\alpha)} - \frac{q(\beta)}{c(\beta)}}{\frac{t(\alpha)}{c(\alpha)} - \frac{t(\beta)}{c(\beta)}}$$

Le numérateur mesure l'accroissement du produit obtenu par unité de capital quand on passe de la technique β à la technique α . Le dénominateur mesure l'augmentation de la quantité de terre cultivée, par unité de capital, quand on passe de la technique β à la technique α . Les classiques ne suggèrent pas une interprétation intuitive de ce résultat. Il n'est pas douteux, cependant, qu'il implique que la rente est égale à la productivité marginale de la terre. Il n'est

pas surprenant que Jevons se soit appuyé sur la théorie de la rente intensive quand il élaborait la théorie marginaliste de la répartition.

2.3. Le progrès technique et la rente

Les effets du progrès technique sur les gains des facteurs de production dépendent de sa nature. Pour les étudier, Malthus et Ricardo opposent deux cas limites selon que le perfectionnement des techniques permet, ou non, d'augmenter la quantité de blé produite sur les terres actuellement en culture.

On peut imaginer que le progrès permet de réduire les coûts de production sans modifier les quantités produites. Par exemple, on peut supposer qu'un nouvel engrais, moins coûteux que l'ancien, a été découvert. Dans ces conditions, Ricardo soutient qu'il est impossible de tirer une conclusion générale sur l'évolution de la rente. Considérons le cas d'une rente extensive. Si la réduction des coûts est la même pour toutes les terres cultivées, le prix diminuera comme les coûts de production sur la terre la moins fertile et la rente restera inchangée. Si, par contre, le progrès technique réduit davantage les coûts sur les terres les moins fertiles, la rente diminuera. Si les coûts diminuent davantage sur les terres les plus fertiles, la rente augmentera. Il semble que, dans son analyse, Ricardo néglige l'effet de la baisse des prix sur la demande. Il est vrai que la prise en compte de ce mécanisme n'affecte pas sa conclusion.

Malthus (1820 : 130) soutient, au contraire, que des améliorations de cette nature, qui réduisent les coûts de production sans accroître la quantité produite, n'affectent pas le prix du produit qui est déterminé par l'offre et la demande. Dans un premier temps, les fermiers seront les bénéficiaires de la baisse des coûts, leurs profits augmenteront. Mais, bientôt ils seront victimes de la concurrence et les profits des fermiers retrouveront leur niveau antérieur. L'accroissement du surplus provoqué par la baisse des coûts de production entraînera une augmentation de la rente. Le problème, dans ce raisonnement, est que la baisse des coûts peut provoquer une augmentation de la quantité produite car elle permet la mise en culture de terres où les coûts de production étaient autrefois excessifs. L'offre peut donc augmenter et les prix baisser.

Si l'amélioration des techniques permet d'augmenter les pouvoirs productifs de la terre, d'obtenir la même quantité de produits sur une plus faible étendue de terre, elle entraîne, selon Ricardo, une diminution de la rente. En effet, pour satisfaire une demande inchangée, il n'est plus nécessaire de cultiver les terres les moins fertiles ou d'avoir recours aux techniques les plus intensives. Le prix du blé et la rente diminueront. Malthus ne pense pas que cette baisse du prix du blé puisse être durable car elle provoquera une augmentation de la population et de la demande de denrées agricoles. Le prix du blé retrouvera son niveau initial alors que l'application des nouvelles méthodes de culture aux terres qui étaient déjà cultivées permettra d'accroître les rentes.

2.4. La loi sur les grains

Au 18^{ème} siècle, les lois sur le blé permettaient de subventionner les exportations anglaises de blé. Cependant, au début du 19^{ème} siècle, le contexte a changé. L'Angleterre n'exporte plus de blé, la question est de savoir si elle doit supprimer les droits qui frappent les importations. West, Torrens et Ricardo sont, en 1815, partisans de leur abrogation. Ils pensent que l'Angleterre tirera du libre-échange deux avantages : le prix du blé sera plus faible et plus

stable. Les prix seront plus stables si les grains peuvent circuler librement dans une zone plus vaste car les aléas climatiques qui sont à l'origine des variations des récoltes ne frappent pas au même moment les divers pays producteurs.

Les importations de blé permettront à l'Angleterre de se le procurer à meilleur compte. En exportant des produits manufacturés et en important des produits agricoles, les Anglais obtiendront plus de biens de subsistance qu'ils n'auraient pu en produire s'ils avaient utilisé dans l'agriculture le travail et le capital qui leur servent à fabriquer les biens qu'ils exportent (Torrens, 1815 : 49). Mais, la libéralisation du commerce des grains a d'autres avantages. Elle permet aux travailleurs de se procurer leur nourriture à moindre prix. Cette baisse des coûts entraînera une hausse des profits qui stimulera l'accumulation du capital et la croissance. Telle est la thèse de West, Ricardo et Torrens.

Ce n'est pas le sentiment de Malthus. Les arguments invoqués par Malthus, en 1815, sont politiques, sociaux et économiques. Il faut assurer l'autosuffisance alimentaire de la nation qui est, pour Malthus, la condition de son indépendance. Un droit de douane sur le blé importé permet d'augmenter son prix relatif et d'en accroître la production. Il s'agit ensuite de maintenir l'équilibre entre « les classes agricoles et commerciales ». La levée des mesures qui limitent les importations de blé étranger entraînerait un recul de la population employée dans l'agriculture et une augmentation de la classe ouvrière. Enfin, le protectionnisme permet, mieux que le libre-échange, de stabiliser le prix du blé. Les partisans du libre-échange observaient que les conditions climatiques sont différentes selon les régions et que, quand les récoltes sont insuffisantes dans un pays, elles peuvent être bonnes, ou même excédentaires, dans d'autres pays. Ils en tiraient la conclusion que les échanges limitaient les variations des prix. Malthus soutenait qu'il n'en est rien et que la production varie dans le même sens dans les divers pays. Comme l'Angleterre jouit de conditions climatiques spécifiques qui lui assurent une production plus stable que celle de ses partenaires, le libre-échange augmenterait l'ampleur des fluctuations des prix. L'instabilité de l'économie en serait accrue.

Cependant, Malthus maintient, en reprenant à son compte les arguments de Smith, que le libre échange permet l'emploi le plus profitable du capital national. Il n'est donc pas si surprenant qu'il ait, à la fin de sa vie, abandonné les thèses protectionnistes qu'il avait longtemps défendues. Ce revirement s'explique, sans doute, par l'évolution de la conjoncture politique et économique. Il maintient que, dans le cas d'un pays particulier, il peut être avantageux de restreindre les importations ; mais, quand on considère les intérêts de l'Europe en général, la liberté du commerce des grains, comme de toute autre marchandise, est la solution la plus avantageuse. À une époque où le gouvernement anglais donne l'exemple louable d'une politique commerciale plus libérale, il est souhaitable que les gouvernements étrangers ne puissent pas lui opposer son protectionnisme agricole. Pour cette raison, il accepte les propositions que Ricardo avait faites en faveur d'une réduction des droits de douane sur le blé. Les classiques, longtemps divisés sur ce problème crucial, avaient retrouvé leur unité.

En dépit des manifestations populaires, la loi sur le blé de 1815 fut approuvée par le Parlement ; elle interdisait l'importation de blé étranger quand le prix du blé tombait en dessous de 80 shillings le quarter. C'est seulement en 1846 que les restrictions aux importations de blé furent abrogées.

